Ce serait, à mes yeux, un moyen plus honnête de répartir les frais d'expansion des aéroports. J'espère que dans sa réponse, le ministre examinera favorablement cette proposition.

M. Skoberg: Monsieur le président, j'aimerais poser une question très brève au ministre. Il a déclaré aujourd'hui que cette taxe s'applique à toute une gamme de services. Nous nous en félicitons, si tel est l'objectif du projet de loi. J'aimerais lui demander d'indiquer au comité, dans sa réponse, si son ministère s'est entretenu avec d'autres ministères au sujet de la corrélation des taux concernant les services aériens.

Hier, nous avons eu l'occasion d'entendre des représentants de certaines compagnies aériennes qui ont comparu devant le comité permanent des transports et des communications. Ils ont admis que sur les brefs parcours, les taux étaient supérieurs d'environ 40 p. 100 à ceux des mêmes services sur d'autres vols à horaire fixe. A mon avis, les gens qui doivent prendre ces vols à horaire fixe ne sont pas protégés par le gouvernement actuel en tant qu'usagers de ce service.

Sauf erreur, lorsqu'on a publié les tarifs et qu'on les a remis à la Commission canadienne des transports et au comité des transports aériens, les membres les ont examinés pour voir s'ils étaient justifiés et s'ils correspondaient aux pratiques générales du marché au Canada. Mais je constate que la Commission canadienne des transports n'accorde absolument aucun intérêt aux tarifs. Une compagnie aérienne doit simplement les publier, et ils sont ensuite remis au comité des transports aériens. On ne s'occupe nullement de savoir si la compagnie aérienne exige une somme exorbitante sur le trajet en question.

Le ministre devrait indiquer à la Chambre si son ministère, en présentant cette taxe à l'usager, l'a étudiée de concert avec d'autres organismes en particulier celui des Transports et la Commission canadienne des transports. Le gouvernement actuel devrait devenir le protecteur du consommateur en limitant les tarifs que peut imposer chaque compagnie aérienne.

On nous a beaucoup parlé de l'offre et de la demande. On s'en est occupé hier durant les débats du comité. Le contrôle des prix est impossible, a-t-on affirmé, à moins qu'un individu ne se plaigne. Une enquête peut alors avoir lieu. Le député de Gander-Twillingate et le représentant de Grand Falls-White Bay

[M. Crouse.]

Labrador ont bien précisé que les taux imposés dans leur région ne correspondent pas à ceux qui sont imposés ailleurs. Si le gouvernement se préoccupe des coûts à la consommation, il doit indiquer à la Chambre s'il accepte de protéger les usagers des lignes aériennes.

Le gouvernement devrait s'intéresser directement à la taxe de 5 p. 100 prévue dans le projet de loi et devrait dire si, en cours de rédaction, d'autres ministères de l'État ont été consultés. Il me semble qu'un ministère ne sait pas ce qui se passe dans un autre ou s'y intéresse peu.

En présentant ce projet de loi, le ministre aurait dû envisager ce qu'il en coûte déjà à l'usager des services aériens dans diverses parties du pays. Cette augmentation de 5 p. 100 sera beaucoup plus grave pour ceux qui acquittent déjà des tarifs plus élevés.

Le ministre a déclaré auparavant que les avions privés n'étaient pas visés par le projet de loi. Je trouve étonnant que le ministre n'ait pas indiqué, lorsqu'il a expliqué le projet de loi, si les avions privés qui atterrissent aux aéroports publics et en utilisent les services devront acquitter la taxe supplémentaire. Si les usagers de ces services doivent désormais acquitter une taxe supplémentaire de 5 p. 100, les propriétaires des avions privés qui utilisent toute la gamme des services dont a parlé le ministre devraient s'attendre à une augmentation du coût de ces services. Le ministre a éludé la question en disant que quelqu'un d'autre s'en occuperait. N'est-il pas tenu d'inclure les propriétaires d'avions privés qui utilisent ces services publics? A mon sens, on ne saurait parler de l'un sans l'autre. Le ministre dira peut-être s'il a communiqué avec d'autres ministères à propos du projet de loi ou s'il a pris sur lui seul de le rédiger et de le présenter.

M. Skoreyko: Monsieur le président, je veux simplement poser une question. Le ministre sait sans doute que la plupart des grandes lignes aériennes des États-Unis ont entrepris une évaluation ou une étude de faisabilité sur des aéroports pour cargos géants. Il doit savoir aussi que ce sont ces avions qui causent la majorité des dégâts aux pistes de tout le Canada. Je suppose qu'il a besoin de ce revenu supplémentaire dans une certaine mesure pour couvrir ces frais spéciaux.

Est-il juste de causer un préjudice au passager parce qu'on a besoin de recettes supplémentaires pour cet entretien. Je ne veux pas donner l'impression qu'il faudrait à nouveau augmenter le tarif-marchandises aérien, mais